

## Il n'y a qu'un sujet de réforme : celui de la dépense publique !

L'actualité politique et médiatique française laisse plutôt perplexe. On ne comprend pas forcément la portée ou les enjeux de débats organisés avec plus ou moins de bonheur par le gouvernement, la Présidence de la République, l'opposition, les partenaires sociaux,... Et si, tout simplement, en réalité, la stratégie de communication était en réalité très efficace ? Si finalement, on évitait ainsi de s'intéresser aux questions centrales ?

### Réforme constitutionnelle, lois Macron et El Khomri, Brexit : la communication organisée du rideau de fumée

L'affaire de la révision constitutionnelle est navrante sans qu'il soit vraiment nécessaire de la détailler. La manœuvre politicienne de démagogie maximale visant à inscrire dans la constitution des textes législatifs existants, pour instaurer des dispositions qui n'auraient aucune portée nouvelle, n'a fait que piéger le piéger (le président) comme « les stratèges » des partis d'opposition. Accuser la responsabilité de la constitution au lendemain des attentats n'avait à l'évidence aucune justification. On peut imaginer cependant qu'on se trouve plus dans la combine que dans l'intention délibérée d'occulter de vraies questions.

Il n'en est pas de même pour ce qui concerne les lois « de modernisation de l'économie ». La montée de nerfs de la loi Macron avait permis le développement de la brillante stratégie politique qui vise à mettre l'opposition en porte à faux en en faisant la complice et même l'otage de la politique économique, et donc la co-responsable de ses résultats. On avait vu que le projet de la loi « sur la croissance et le pouvoir d'achat » est devenu sous la houlette du Ministre de l'Économie « pour la croissance et l'activité », ce qui en limitait les ambitions, puis a pris la forme d'un texte fourre-tout avec l'ajout de « l'égalité des chances économiques » dans son objet.

Centré sur le travail du dimanche, le débat a mobilisé, en particulier du côté des syndicats patronaux et des salariés. On a beaucoup parlé, réformé sur certains points aussi il faut le reconnaître. Mais force est de constater aussi le peu d'impact sur l'évolution de la conjoncture. En quelque sorte, beaucoup de bruit, non pas pour rien, mais pour pas grand-chose.

Le remake de la loi El Khomri « visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs » est une réussite de plan de communication. Chacun y joue son rôle : le gouvernement en se montrant libéral dans ses annonces, de façon à pouvoir donner des gages à majorité parlementaire dans une reculade organisée. Les syndicats patronaux en soutenant le projet, tablant sur des intérêts de court terme, et acceptant en retour des mesures très durablement pénalisantes (comme celles concernant de « dialogue social » dans les entreprises de toutes tailles). Les syndicats de salariés jouant leur jeu entre les « réformateurs » et les « archaïques » mais qui, en réalité ne visent que gagner en influence et en pouvoir. Les organisations étudiantes qui expriment plus des angoisses que de l'opposition à un texte ... qui a toutes chances de n'avoir finalement comme portée principale d'apporter plus de blocage dans la gestion des entreprises. Pour obéir à un scénario de télé-réalité, le débat occupe le terrain, pour que les Français puissent imaginer que le travail est fait par les diverses parties pour améliorer l'évolution économique du pays.

L'impression du rideau de fumée ne fait que se confirmer quand on se penche sur les enjeux. Et il est à craindre que le référendum britannique sur l'appartenance à l'Union Européenne prolonge cette mise en avant de vains débats (alors sur les apports à venir de plus de supranationalité).

## Les dépenses publiques atteignent 57 % de la richesse nationale produite : la croissance potentielle se réduit de plus en plus

---

En réalité, on amuse le tapis. Les réglementations qu'on envisage de modifier – plutôt à la marge – sont souvent autant de freins à l'entrepreneuriat. Les évolutions projetées, certaines mêmes adoptées, vont dans le bon sens. Beaucoup relèvent de la psychologie qui, en matière économique a son importance. Cependant, imaginer que la précarité amènera mécaniquement l'embauche, qu'une nouvelle pression sur les salaires sera plus positive (sur les marges) que négative (sur la consommation), qu'ainsi l'investissement privé repartira, c'est avoir foi dans le détail et faire fi des fondamentaux.

Quelles que puissent être les actions portant sur le ressenti ou sur la vie économique du point de vue des agents, les réalités macro s'imposent. Et, pour la France, la caractéristique est bien connue : le poids des dépenses publiques. Elles se situent à près de 57 % du produit intérieur brut. On ne peut se targuer du repli de 2015 (retour de 57,3 % à 56,8 %) pour imaginer une tendance. On se retrouve simplement au même point qu'en 2012.

Le niveau de 57 % apparaît dénué de sens pour une économie intégrée dans la concurrence mondiale. Les comparaisons internationales sont bien connues : l'Allemagne ou le Royaume Uni se situent à un niveau proche de 45 %, l'Italie autour de 50 %. Et les États-Unis approchent le ratio de 40 %. Sur le critère, la France serait bien « le pays où le communisme a réussi ».

La dépense publique, qu'on le veuille ou non, c'est de l'impôt. Un impôt immédiat si on se place dans le cadre d'un budget équilibré. Un impôt différé si l'emprunt finance le déficit. Il y a bien des solutions : moratoire et inflation. Les deux ne sont pas dans les scénarios, même l'inflation qu'on cite pour mémoire plus qu'autre chose.

Evidemment, les comparaisons ne sont pas simples et, d'un pays à un autre, le terme « dépenses » ne recouvre pas les mêmes choses. Ainsi, du côté français, les transferts pèsent très lourd, quand le train de vie de l'État au sens strict est inférieur à celui des grands pays européens.

Cela dit, plus de 6,5 % du PIB d'écart entre le cas de notre pays et la moyenne de l'Union Européenne, une proportion d'un cinquième de la population active employée par la fonction publique, c'est une pénalisation directe pour la croissance : la perte de productivité induite réduit mécaniquement le potentiel.

On aura bien compris que le poids excessif des dépenses structurelles réduit drastiquement les marges de manœuvre et freine fortement les politiques budgétaires contra-cycliques. Le « bon déficit » de l'investissement public est en quelque sorte sacrifié en partie au départ.

## Le courage de s'attaquer au vrai problème face au confort des débats secondaires

---

Le handicap n'est pas supportable en l'état et on comprend pourquoi la politique de communication « écran de fumée » des débats sur des réformes prétendument structurelles est organisée pour occulter le problème de la dépense publique (très excessive). C'est le premier mal de l'économie française, le seul dont il faut se préoccuper, mais il y a un vrai consensus politique – majorité et opposition – et syndical – patronal et salarial- pour encore et toujours pousser cette poussière sous le tapis.

On a une idée du préalable pour que cela change. Modifier les règles de la comptabilité publique qui ne connaît que les recettes (impôts comme cession ou produit du patrimoine) et les dépenses (sans discriminer le fonctionnement de l'investissement). Un mode de calcul et de présentation qui semble comme fait pour favoriser l'irresponsabilité budgétaire.

Ensuite, il faut de la vision politique, c'est à dire du courage. Le courage de présenter la facture de l'effort de défense aux partenaires européens. Le courage surtout sans doute d'inverser cette montée irrésistible de la dépense nationale dans la richesse produite. En 1978, du temps des budgets équilibrés, elle se montait à 44 % du produit intérieur brut. Ce doit être l'objectif pour retrouver un niveau comparable à celui de l'Allemagne ou du Royaume Uni.

Mais c'est le vrai sujet et il est tellement plus facile d'amuser le peuple avec de vains débats de détail...